

ON VA MORFLER (ENCORE)

Le budget annoncé par le premier ministre est encore pire que celui de F. Bayrou et s'annonce ravageur :

- **Gel des prestations sociales** (allocations familiales, allocations logement, AAH...) et des salaires des fonctionnaires ;
- **Désindexation des pensions** en 2026, 2027 et probablement après ;
- **Suppression de plus de 3000 postes** dans la fonction publique ;
- **Doublement des franchises médicales** et la baisse du budget de la santé, des hôpitaux et des Ehpad.

Ces choix injustes et dangereux s'inscrivent toujours dans la même logique : faire payer la crise au monde du travail tout en protégeant les profits et les dividendes, sans remettre en cause les 211 milliards d'aides versées aux entreprises et en tendant une nouvelle fois la main au patronat.

Avec l'abandon du 49-3, l'adoption de l'ensemble de ces mesures va reposer sur les parlementaires. **La CGT les appelle d'ores et déjà à combattre toutes ces régressions. Pour la CGT le combat continue et la mobilisation s'impose !**



SIMULACRE SUR LES RETRAITES

Il n'y aura pas de loi de suspension de la réforme des retraites ! Non, le Premier Ministre a bien précisé que ce décalage de la réforme (car on ne peut même pas parler de suspension) devra passer par un amendement au Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) !

En clair, le décalage d'une réforme maintenue se paiera par le vote de l'entière du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Un projet dont les mesures sont sans ambiguïté : ap-

pauvrissement de 13 millions de malades chroniques, doublement des franchises médicales, baisse des pensions pour 17 millions de retraités... Les mesures concernant la réforme des retraites sont du vent, mais le **plan d'économies de 7 milliards pour la Sécu c'est du solide.**

A ce stade, accepter ce chantage correspondrait à un soutien sans condition au gouvernement.

TAXER LES MILLIARDAIRES... OU PAS

Le PLF évite soigneusement de s'en prendre aux ultra riches. Et ce n'est pas la nouvelle taxe de 2% sur le patrimoine des holdings qui changera grand-chose. En effet, elle prend soin d'exonérer quasiment toute la fortune des holdings – vidant ainsi entièrement le dispositif de sa substance.

La liste des exonérations s'étend sur des pages : les titres de participations, les immeubles utilisés pour une activité quelconque, les investissements dans des fonds de capital investissement, les placements dans des PME, les liquidités récemment acquises ou celles résultant de la vente de titres... Que reste-t-il donc dans l'assiette ? Quelques comptes bancaires dormants qui auraient été oubliés ici ou là, des voitures de course ? Soit une infime fraction du patrimoine des holdings et plus de 95 % de la fortune des milliardaires sont ainsi exonérées du nouvel impôt Lecornu.

Le gouvernement dit s'inspirer de la taxe sur les holdings en vigueur aux États-Unis depuis 1937 : il n'en est rien, car la taxe américaine ne contient pas d'exonération et frappe l'ensemble des revenus des holdings. Le gouvernement en espère 1 milliard d'euros. De façon plus réaliste on peut espérer quelques centaines de millions, après optimisation fiscale. **Le PLF prévoit donc diverses augmentations d'impôts et baisses de dépenses pour le reste des Français. Au total 29 nouvelles mesures fiscales :** augmentation des impôts pour les retraités, majorations de droits de timbre et écotaxes diverses...

Mais aucune pour faire rentrer les milliardaires dans le champ de la solidarité nationale. La justice fiscale est pourtant la clé de la stabilisation budgétaire et de l'apaisement politique.

DANS LE MÊME TEMPS

La presse nous apprend que Bernard Arnaud, principal opposant à la taxe Zucman et à toute réforme de la fiscalité, a vu sa fortune faire un bond de près de 19 milliards en une seule journée !

Si après cela, on n'a pas envie de sortir les fourches.